

Destinataires :

Mme la Ministre de la Recherche

M. le Directeur de la Recherche

M. le Président de l'Académie des Sciences

Mmes et MM. les Directeurs des acteurs de la recherche publique regroupés au sein de l'Alliance thématique A11 Envi (BRGM, CEA, CEMAGREF, CIRAD, CNRS, CPU, IFREMER, INRA, IRD, LCPC, Météo France, MNHN)

M. le Président de l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

M. le Président du Comité d'Éthique du CNRS

Éthique scientifique et sciences du climat : lettre ouverte

Nous, scientifiques du climat, attachés au devoir de rigueur scientifique, interpellons les structures référentes de la recherche scientifique française, face aux accusations mensongères lancées à rencontre de notre communauté. Un pacte moral relie les scientifiques et la société. Rémunérés principalement par les crédits publics, les scientifiques doivent déployer une rigueur maximale, pour la conception, la réalisation, la publication de leurs travaux. Leurs pairs sont les arbitres de cette rigueur, à travers les processus critiques de relecture, de vérification, de publication des résultats. Les hautes instances scientifiques sont les garants de cette rigueur. C'est sur cette éthique scientifique que repose la confiance que la société peut accorder à ses chercheurs. Reconnaître ses erreurs fait également partie de l'éthique scientifique. Lorsqu'on identifie, après la publication d'un texte, des erreurs qui ont échappé aux processus de relecture, il est d'usage de les reconnaître, et de les corriger, en publiant un correctif. Ainsi, des glaciologues ont mis en évidence une erreur dans le tome 2 du 4ème rapport du Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat (« Impacts. Adaptation et Vulnérabilité, chapitre 10 : Asie ») concernant le devenir des glaciers de l'Himalaya. En l'absence de procédure formelle d'«erratum», le GIEC a publié son « mea culpa » (<http://www.ipcc.ch/pdf/presentations/himalaya-statement-20january2010.pdf>), reconnaissant l'erreur, et soulignant que les processus de relecture du rapport n'avaient pas fonctionné pour ce paragraphe. En cela, le GIEC a respecté la déontologie scientifique.

Depuis plusieurs mois, des scientifiques reconnus dans leurs domaines respectifs dénigrent les sciences du climat et l'organisation de l'expertise internationale, criant à l'imposture scientifique - comme le fait Claude Allègre dans *L'Imposture climatique ou la fausse écologie* (Plon, 2010), pointant les prétendues « erreurs du GIEC », comme le fait Vincent Courtillot dans *Nouveau voyage au centre de la Terre* (Odile Jacob, 2009) et dans des séminaires académiques. Ces accusations ou affirmations péremptoires ne passent pas par le filtre standard des publications scientifiques. Ces documents, publiés sous couvert d'expertise scientifique, ne sont pas relus par les pairs, et échappent de ce fait aux vertus du débat contradictoire.

Ces ouvrages n'auraient pu être publiés si on leur avait simplement demandé la même exigence de rigueur qu'à un manuscrit scientifique professionnel. De nombreuses erreurs de forme, de citations, de données, de graphiques ont été identifiées. Plus grave, à ces erreurs de forme s'ajoutent des erreurs de fond majeures sur la description du fonctionnement du système climatique. Leurs auteurs oublient les principes de base de l'éthique scientifique, rompant le pacte moral qui lie chaque scientifique avec la société.

Ces attaques mettent en cause la qualité et la solidité de nos travaux de recherche, de nos observations, études de processus, outils de modélisation, qui contribuent à une expertise nécessairement internationale. Vous constituez les structures référentes de la recherche scientifique française. Les accusations publiques sur l'intégrité des scientifiques du climat sortent des cadres déontologiques et scientifiques au sein desquels nous souhaitons demeurer. Nous pensons que ces accusations demandent une réaction de votre part, et l'expression publique de votre confiance vis-à-vis de notre intégrité et du sérieux de nos travaux. Au vu des défis scientifiques posés par le changement climatique, nous sommes demandeurs d'un vrai débat scientifique serein et approfondi.

Liste des premiers signataires

Valérie Masson-Delmotte (LSCE)- Edouard Bard (Collège de France / CEREGE)- François-Marie Bréon (LSCE)- Christophe Cassou (CERFACS)- Jérôme Chappellaz (LGGE)- Georg Hoffmann (LSCE)- Catherine Jeandel (LEGOS)- Jean Jouzel (LSCE)- Bernard Legras (LMD)- Hervé Le Treut (IPSL)- Bernard Pouyaud (IRD)- Dominique Raynaud (LGGE)- Philippe Rogel (CERFACS)